



Accueil / Revue de presse / Ecole / Enseignement supérieur / Paris XIII Sorbonne Paris Nord / IUT de Saint-Denis

Revue de presse

"Samuel Mayol, directeur d'IUT, menacé de mort 32 fois" (la vie.fr , 12 oct 15)

14 octobre 2015

"Le directeur d'IUT de marketing de Saint Denis (93) est à nouveau agressé physiquement. Apparemment, sa volonté de faire respecter la loi et la laïcité dans son établissement ne plaît pas à tout le monde.

« Mon chien m'a sauvé la vie. Il a fait peur à mon agresseur », explique Samuel Mayol d'une voix fatiguée. Le 9 octobre au soir, vers 22 h 30, le directeur de l'IUT de marketing de Saint Denis (93) sort Dobby, son griffon vendéen, en bas de son domicile parisien, quand un homme l'attrape par la nuque et cogne sa tête contre le mur, en le menaçant : « On va te buter ».

C'est la deuxième fois que l'universitaire de 43 ans se fait agresser dans la rue et la 32e fois, depuis le 31 janvier 2014, qu'il est menacé de mort. Sept de ses collègues, qui le soutiennent, ont aussi reçu des messages intimidants à connotation antisémite. Avant l'été, assis dans un café parisien, Samuel Mayol nous montrait avec nervosité sur son téléphone les photos des intimidations musclées dont il a fait l'objet. Un portrait de lui avec des têtes de mort sur le front a ainsi été mis dans sa boîte aux lettres. Une phrase écrite en arabe a été placée sur les vitres de sa voiture signifiant : « Tu vas mourir ». Sans oublier la fameuse couverture de Charlie Hebdo « Tout est pardonné » mais barrée des mots : « Pas partout. En tout cas pas à l'IUT ». Tout en faisant défiler les images, Samuel Mayol insistait : « J'ai juste essayé de bien gérer l'IUT et de faire respecter la loi ».

Tout démarre en 2013. Un an après avoir pris la direction de l'IUT, Samuel Mayol lève des dysfonctionnements dans le département dirigé alors par Rachid Zouhhad. Heures de cours fictive équivalentes à 200.000 euros, remplacement des femmes directrices d'étude par des hommes appartenant à la même organisation syndicale... Ces manquements que récusent en bloc Rachid Zouhhad ont pourtant confirmés dans un rapport de l'inspection générale de l'administration de l'Education nationale et de la recherche (IGAENR), remis à la ministre Najat Vallaud-Belkacem en avril dernier.

L'affaire aurait pu rester confidentielle si un autre événement interrogeait les contours de la laïcité n'était pas survenu entre-temps. L'association L'Ouverture vend des sandwichs halal dans l'enceinte de l'université. En 2012, Samuel Mayol parvient à faire arrêter le commerce. « Je n'ai rien contre le halal, mais dehors », appuie-t-il de sa voix sourde. Un an plus tard, il se heurte à un autre os. L'Ouverture refuse de partager son local avec d'autres associations. Une réunion d'explication est organisée en février 2014. A cause d'une alerte à la bombe, elle n'aura pas lieu. Lors de la fouille des bâtiments, la police découvre trente tapis de prière dans le local. Depuis, l'Ouverture a quitté définitivement l'université. Rachid Zouhhad et l'association entretiennent-ils des liens ? Impossible de le confirmer ou de l'infirmier. Une chose reste sûre : les agissements de l'Ouverture embrouillent encore un peu plus ce dossier devenu inextricable.

Presque deux ans après le début des faits, l'auteur des menaces exercées contre Samuel Mayol n'a toujours pas été identifié. L'affaire pourtant très médiatisée peine à être élucidée. Car en arrière cour se joue aussi une féroce lutte d'influences comme il en existe souvent à l'université. Une bataille qui oppose baronnies, syndicats, loges maçonniques sur fond d'ambitions et dont il est difficile à ce stade de démêler les écheveaux. Au début, soucieux de ne pas faire de vagues, le président de l'université et président de la conférence des présidents d'université Jean-Loup Salzmann ne réagit pas. Puis ce proche de François Hollande, qui, dit-on, se verrait bien un jour ministre, demande une contre-expertise du rapport de l'IGAENR. De son côté, Rachid Zouhhad, contacté par mail, clame toujours son innocence. Même s'il a perdu son poste de directeur de département, suite à une décision du conseil d'administration de l'IUT, il continue d'enseigner. « Il faut le déplacer et faire cesser ces menaces », insiste Samuel Mayol, à bout.

Depuis deux ans, la vie de ce père de famille est chaotique. Sans cesse sur le qui-vive, il a changé de boîte aux lettres, emprunte la voiture de ses collègues et ferme souvent ses volets de son domicile en journée. Il a même interdit à ses enfants de sortir seuls. « Heureusement, une chaîne de solidarité s'est construite autour de moi », fait-il remarquer. Elle inclue aussi la sphère politique. La maire de Paris Anne Hidalgo le soutient. Tout comme, la candidate UMP aux élections régionales d'Ile-de-France Valérie Pécresse et l'ex-ministre de l'éducation (PS) Benoit Hamon. Fervents défenseurs d'une laïcité stricte, les intellectuels Elisabeth Badinter et Alain Finkelkraut ont aussi signé la pétition de soutien lancée par le syndicat national de l'enseignement supérieur et relayée par des associations proches du Grand orient de France. L'association de lutte contre la corruption Anticor a déposé plainte pour « tentative et détournement de fonds ». « Je prends tous les soutiens sauf ceux du FN », confie celui qui dit tenir grâce à son « sens du devoir ».

Enfant de la gauche républicaine, Samuel Mayol a la culture du service public dans le sang. Son père travaillait à l'ANPE et sa mère dans une bibliothèque municipale. Encarté au PS depuis ses 17 ans et ancien militant à SOS racisme, il a aussi aidé des familles sans-papiers dans le cadre du réseau d'éducation sans frontière. En 2014, le socialiste s'est retrouvé 40e sur la liste d'Anne Hidalgo aux municipales. Avec ses tracas, Samuel Mayol sait qu'il ouvre la porte au débat sur la laïcité à l'université. Il l'assume mais met en garde : « Les politiques se focalisent trop sur le voile, alors qu'ils devraient s'intéresser aux diverses contestations du contenu des enseignements et au financement des associations culturelles. » Pour Mayol, retrouver une vie normale reste avant tout sa priorité. Malheureusement pour lui, ce n'est pas encore d'actualité.

Ce que je crois :

« Les valeurs de la République qui doivent être défendues partout, même à l'université. »

Passé

1972 : naissance à Paris
 1990 : étudiant à l'IUT marketing de Saint Denis
 2012 : prend la direction de l'IUT. Dénonce des dysfonctionnements internes.
 Janvier 2014 : première menace de mort. La dernière a eu lieu mi-mai 2015.
 Février 2014 : découverte de tapis de prière musulmans dans le local d'une association culturelle musulmane L'Ouverture

Présent

il vient de se faire agresser physiquement pour la deuxième fois.

Futur

Retrouver une vie normale et pourquoi pas se représenter pour être directeur de l'IUT à partir de 2017.

Lire "[Samuel Mayol, directeur d'IUT, menacé de mort 32 fois](#)".

Lire aussi "["Le directeur de l'IUT de Saint-Denis à nouveau agressé"](#) (letudiant.fr , 12 oct. 15), "["Rentrée sous tension à l'IUT de Saint-Denis"](#) (lepoint.fr , 7 sept. 15), "["Crise ouverte à l'IUT de Saint-Denis"](#) (Le Figaro, 29 mai 15), "["Sept personnes menacées de mort à l'IUT de Saint-Denis ce week-end"](#) (lefigaro.fr , 18 mai 15), "["L'IUT de Saint-Denis toujours dans la tourmente"](#) (Le Figaro, 15 mai 15), "["Menaces de mort à l'IUT : le président de Paris-XIII au pied du mur"](#) (marianne.net , 7 mai 15), "["Universités : la laïcité en péril ?"](#) (jitele, 12 fév. 15), "["Un rapport confirme les dysfonctionnements à l'IUT de Saint-Denis"](#) (lemonde.fr , 14 fév. 15), "["Ciel voilé à l'université"](#) (lemonde.fr , 21 oct. 14), ["Université : le territoire sacrifié de la laïcité \(S. Mayol\)"](#) par Samuel Mayol, ["Le directeur de l'IUT de Saint-Denis agressé à Paris"](#) (rtl.fr , 22 mai 14), "["En Seine-Saint-Denis, enquête sur un IUT à la dérive"](#) (lefigaro.fr , 20 mai 14), "["Le directeur de l'IUT de Saint-Denis visé par des menaces de mort à caractère islamiste"](#) (rtl.fr , 19 mai 14) (note du CLR).

Qui sommes-nous ?

- [Déclaration de principes](#)
- [Mentions légales](#)

Adhérer au CLR

[Adhérer directement en ligne au Comité laïcité République](#)

[Télécharger le bulletin d'adhésion 2025](#)

Partager

- [Facebook](#)
- [X](#)
- [Linkedin](#)

Mots clés

- Alain Finkelkraut
- Anticor
- Charlie Hebdo
- Communautarisme, "multiculturalisme"
- Discrimination
- Droit, justice
- Ecole
- Ecole : programmes
- Elisabeth Badinter
- Enseignement supérieur
- Femmes-hommes
- François Hollande
- Grand Orient de France (GODF)
- Intégrisme
- Lieu de culte
- Religion : Islam
- Religion : Judaïsme
- Revue de presse
- Saint-Denis : menaces, violences, contre un directeur d'IUT
- Samuel Mayol
- Violences, meurtres, menaces physiques